

Le budget

montant de 11 000 \$ est peut-être venu à l'esprit du ministre parce que c'est celui qui est envisagé dans le plan des libéraux.

Nous remarquons aussi l'intention du gouvernement de réformer les prestations de la sécurité de la vieillesse en fonction du revenu familial. Quelle excellente idée! Si le gouvernement avait été à l'écoute, il aurait cependant compris que c'était là un élément du programme que le Parti réformiste a proposé il y a deux ans, en vue de supprimer entièrement le déficit en trois ans. Les réformistes ont reconnu l'iniquité du système en vigueur à ce moment-là. Malheureusement, les libéraux ont mis deux ans à reconnaître une bonne idée. Il leur en faudra encore deux pour y donner suite.

À ce rythme-là, c'est en 1997 que les libéraux se rendront compte de la valeur de notre budget des contribuables de 1995. Cependant, nous n'aurons pas à nous inquiéter d'avoir à attendre encore deux ans pour qu'ils agissent parce que les électeurs les libéreront de leurs fonctions de chefs de file en matière financière.

En défendant le budget, le ministre des Finances a souvent dit qu'il préconisait l'établissement d'objectifs à court terme pour le règlement des problèmes. Cette méthode fondée sur des objectifs à court terme semble être également à courte vue.

Il n'y a pas meilleur exemple de cela que le risque de crise qui plane sur le Régime de pensions du Canada. Nous avons entendu dire que le régime fera faillite d'ici 20 ans à moins que les cotisations ne soient doublées. On lit dans le budget que dans 35 ans les cotisations devront presque tripler.

• (1015)

Pour faire face à ce risque de crise, il est dit dans le budget que le gouvernement devrait—en fait, le budget ne dit rien. Il semble que cela soit trop loin dans l'avenir pour que le gouvernement s'inquiète. D'ailleurs, pourquoi le Cabinet s'inquiéterait-il du Régime de pensions du Canada puisqu'il s'est donné son propre régime de retraite fort généreux?

Que signifie ce risque de crise du RPC pour le Canadien moyen? Pour un salarié gagnant environ 35 000 \$ par année, cela entraînera une hausse de la cotisation au régime, qui passera de 850 \$ par année à presque 2 500 \$. Tous les salariés auront 140 \$ de moins à dépenser tous les mois.

Toutefois, ce ne sont pas seulement les salariés qui en souffriront, mais également les petites entreprises. Une petite entreprise qui emploie 10 personnes gagnant chacune quelque 35 000 \$ par année devra verser 16 000 \$ de plus par année en cotisations. Pour un bon nombre de petites entreprises, ce montant représente une portion non négligeable de leur marge de profit.

C'est maintenant le temps d'agir en ce qui concerne le Régime de pensions du Canada, la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti. Ce sont les gens qui entrent maintenant sur le marché du travail qui subiront les effets de la crise des pensions en l'an 2030. Il nous incombe donc de leur donner une idée de ce à quoi ils peuvent s'attendre en matière de pension et de leur donner l'occasion de planifier leur retraite en conséquence.

Nous savons que le système doit être modifié. Nous savons que les particuliers doivent s'occuper un peu plus eux-mêmes de leur retraite. Soyons honnêtes envers les Canadiens aujourd'hui et élaborons des lignes directrices pour les aider à planifier convenablement leur retraite.

Plus important encore, donnons l'exemple aux Canadiens et éliminons les faramineuses pensions des députés. Si le gouvernement est même allé jusqu'à songer de s'attaquer aux pensions des parlementaires, c'est tant mieux. Mes collègues et moi ne craignons pas trop d'entreprendre la prochaine campagne électorale en brandissant le slogan suivant: «Au dire même des libéraux, la seule façon d'en finir avec ce révoltant régime de retraite des parlementaires, c'est de voter réformiste!»

Je voudrais mettre en garde ces députés qui pensent pouvoir s'en tirer parce que, après les prochaines élections, ils vont pouvoir toucher leur pension. Un gouvernement réformiste ferait en sorte que toutes les modifications apportées au nouveau régime de retraite des députés seraient rétroactives.

Étant donné que la génération issue de l'explosion démographique approche de l'âge de la retraite, il est grand temps que nous mettions de l'ordre dans les régimes de pensions du Canada. Oublions les objectifs à court terme et pensons à long terme! Pendant que le débat sur ce budget se poursuit, ne songeons pas à aujourd'hui. Songeons plutôt à nos enfants et à leurs enfants qui auront à assumer les conséquences des largesses que nous nous donnons maintenant.

Il serait on ne peut plus injuste de notre part de demander aux générations à venir de payer la note à notre place. La solution est simple. Si nos programmes sociaux méritent vraiment de subsister, ils méritent également qu'on en assume les coûts! Le fait que le plus grand poste du budget fédéral soit des paiements d'intérêts est une honte!

Pendant qu'un gouvernement qui se berce d'illusions se donne tout le mérite d'une économie prospère, c'est un crime, en pleine période de croissance rapide, de permettre que la part du budget consacrée aux paiements d'intérêts passe de 25 à près de 33 p. 100. On répète l'erreur que le gouvernement conservateur a commise. Dans les années de vaches grasses à la fin des années 80, le gouvernement conservateur n'a pas réussi à contenir la dette et le déficit. Quand le cycle économique a accusé une baisse, le déficit est monté en flèche.

Qu'est-ce que le gouvernement actuel se propose de faire quand l'économie est à la baisse? La stratégie libérale, qui consiste à s'en tenir au statu quo, nous mène tout droit à la catastrophe économique. Le gouvernement a fait un petit pas dans la bonne direction. Malheureusement, il aurait fallu un saut en longueur de calibre olympique.

Lorsque le ministre des Finances a annoncé, dans son discours du budget, le quatrième plus important déficit de notre histoire, il a reçu une ovation des membres de son parti. J'ai trouvé cela quelque peu amusant. À quoi aurait-il eu droit s'il avait battu tous les records à la rubrique du déficit?

Il n'y a rien dont nous puissions être fiers dans ce budget. Les libéraux sont-ils vraiment fiers que nous consacrons maintnant